

Une page d'histoire méconnue du 11eme CHOC

image.png

Le 11eme CHOC au cœur de l'action

Il est bon de rappeler en effet que les unités du 11eme CHOC ont été très directement impliquées dans la préparation du plan « Résurrection », qui devait donner le pouvoir au Général de Gaulle. Le rôle exact qu'a joué le colonel Erouart du 11eme CHOC dans cette affaire n'a pas encore été dévoilé par les historiens.

Depuis 1957, les accrochages entre soldats de l'ALN et militaires français sont devenus de plus en plus fréquents le long de la frontière qui sépare la Tunisie et l'Algérie. Ces affrontements vont atteindre leur paroxysme au début de l'année 1958. Le 11 janvier, au cours d'une véritable bataille rangée, 14 soldats français sont tués, 2 blessés et 4 autres capturés.

Le 8 février, le général Salan envoie donc 25 avions bombardier le village de Sakhiet Sidi Youcef. L'opération, qui fera plus de 70 tués et 140 blessés, va déclencher un grave conflit diplomatique entre la France et la Tunisie.

Mais ce conflit géopolitique devient une affaire de politique intérieure lorsque, questionné par l'Assemblée, le président du Conseil Félix Gaillard est obligé d'admettre qu'il n'avait pas été informé de la décision prise par le

général Salan. Face à la polémique qui s'ensuit, le chef du gouvernement est finalement contraint à la démission le 14 avril. Deux pointures de la IVème République, sont pressentis pour lui succéder mais renoncent l'un après l'autre. C'est finalement le président du RMP, Pierre Pflimlin, qui va accepter de former un gouvernement, qui ne sera toutefois investi que le 13 mai.

A Alger pendant ce temps, on s'agite d'autant plus que, le 9 mai, on a appris que trois des soldats français capturés ont été exécutés par leurs geôliers. Dans l'après-midi du 13 mai, une foule en colère manifeste et finit par prendre d'assaut le siège du gouvernement général d'Alger. Depuis plusieurs mois déjà, Alger bruissait de rumeurs de complots. Dans l'ombre, des groupes d'intérêts s'agitaient. Très habilement, des émissaires gaullistes ont fait de leur mieux pour tenter de canaliser ces contestataires et les unir vers un objectif commun : assurer le retour au pouvoir du général de Gaulle.

Dès le 13 mai donc, l'armée sort pour la première fois de sa traditionnelle réserve. Au motif qu'il lui incombe de ramener l'ordre et le calme dans la ville d'Alger, le patron de la 10ème division parachutiste, le général Jacques Massu, constitue sous sa présidence, un Comité de salut public qui s'empare du pouvoir à Alger puis rapidement dans le reste de l'Algérie. Le 15 mai, cédant aux pressions de son entourage, le commandant interarmes, le général Salan, lance un appel solennel à de Gaulle pour que ce dernier accepte de revenir au pouvoir afin de régler une fois pour toute la question algérienne. Il est vrai que l'ancien chef de la France libre se tient très bien informé de la situation et surveille de près les initiatives de ses soutiens.

Dans la soirée du 15 mai, le général décide finalement de sortir de son mutisme et, à travers un communiqué transmis à l'AFP, annonce qu'il se tient désormais prêt à « assumer les pouvoirs de la République ». A Alger, des scènes de « fraternisation publique » se produisent alors entre Européens et Musulmans, faisant croire que l'heure de la paix et de la réconciliation est enfin venue.

Face à cette sécession algérienne et aux manœuvres gaullistes, le gouvernement de Paris semble comme frappé de paralysie. Après avoir vainement tenté de s'entendre avec le général Salan, Pierre Pflimlin décrète l'état d'urgence le 17 mai mais se refuse pourtant à user de la force. Le 19 mai, Charles De Gaulle accorde une conférence de presse pendant laquelle il va chercher à désarmer toutes les peurs qui s'attachent encore à son nom. La situation semble malgré tout bloquée et c'est finalement du 11ème Choc que va venir le coup qui va faire tout basculer.

Car le 11ème CHOC, unité d'élite va être la véritable cheville ouvrière du changement de régime. La responsabilité en revient à Jacques Foccart et à ses proches, Pierre Lefranc et André Jarrot, qui ont su conserver de très nombreux amis au sein du SDECE et vont adroitement mobiliser leurs hommes.

Depuis le camp de Cercottes et sous leur autorité, certains réservistes du 11ème CHOC vont piloter le travail de leurs camarades et l'organisation des événements. Ainsi, c'est à un officier du 11ème CHOC, Pierre Thébault, que Foccart va confier la sécurité personnelle du général de Gaulle, tâche d'une grande importance en ces instants d'extrême tension. En Algérie, c'est à Aïn-Taya, dans un camp du 11ème CHOC que le Comité de salut public va faire interner les hauts fonctionnaires qui ont refusé de se soumettre à ses ordres.

Lorsque le général Massu voudra déterminer celui à qui il va confier la direction des forces de l'ordre dans le département d'Alger, c'est au colonel Yves Godard, l'ancien patron du 11ème Choc, qu'il choisira de s'adresser. Et lorsque ce même Massu devra missionner un officier pour aller rencontrer les principaux chefs militaires de Métropole et les convaincre de soutenir, au besoin par les armes, le retour du général de Gaulle, c'est encore une fois un ancien officier du 11ème CHOC qu'il va choisir, le commandant Robert Vitasse.

Entre le 18 et le 24 mai, Vitasse va ainsi échanger avec les patrons de diverses unités parachutistes, les commandants de plusieurs régions militaires et même avec le directeur de la DST, Roger Wybot, et celui de la police judiciaire, Michel Hacq. Le supérieur direct du 11ème CHOC, le général Roger Miquel (1898-1978), commandant de la 5ème région militaire, sera l'un de ceux qui vont offrir leur plus entier soutien aux putschistes, à tel point qu'il sera d'ailleurs choisi pour devenir le responsable opérationnel de l'opération Résurrection, cette manœuvre qui doit permettre aux parachutistes de s'emparer par la force des institutions républicaines.

Quant au colonel Erouart du 11ème CHOC, on sait qu'au début du mois de mai 1958 il avait reçu de ses supérieurs l'ordre de constituer une unité d'intervention rapide. Composée de 300 hommes, elle devait pouvoir se projeter en seulement 12 heures sur n'importe quel point du territoire. On peut raisonnablement penser que cette initiative aura contribué à mettre en place les structures qui servent lors de la suite des événements.

Toujours est-il que c'est encore du 11ème Choc que va venir le coup décisif, celui qui va effectivement renverser la IVème République. Dès le 14 mai 1958, aux lendemains des événements d'Alger, un Comité de salut public a été mis en place à Ajaccio sous la présidence d'Henri Maillot, un parent du Général. Mis au courant de la situation sur place, Jacques Foccart, finit par se convaincre que c'est de là que pourra venir l'étincelle. Il décide donc de contacter le capitaine Ignace Mantéi, le patron du 1er CHOC, afin qui se prépare à agir. Installé à Calvi et Corte, ce dernier n'a que 260 hommes à mettre à sa disposition mais qu'à cela ne tienne, ils feront l'affaire. Tout se met alors rapidement en place.

Le 24 mai au petit matin, un avion Dakota venu d'Alger atterrit donc sur l'aéroport d'Ajaccio. A son bord se trouvent plusieurs militants gaullistes, dont Freddy Bauer, qui est alors le chef du GM-11 (unité opérationnelle du 11ème CHOC). Ignace Mantéi du 11ème CHOC vient en personne les accueillir sur le tarmac. Quelques heures plus tard à 18h15 exactement, les parachutistes investissent sans coup férir la préfecture d'Ajaccio. Gendarmes, CRS et policiers, bien que très nombreux, choisissent de ne pas résister malgré les ordres qui leur parviennent en ce sens depuis le ministère de l'Intérieur. Les centres téléphoniques sont occupés et de fausses émissions radio sont même diffusés par les gaullistes afin de faire croire qu'ils sont soutenus par une foule en liesse.

Le lendemain, 25 mai 1958, d'abord à Corte, puis à Bastia, la même scène va se reproduire, une poignée de militaires du 11ème CHOC, ouvrant à chaque fois la voie aux membres des comités de Salut public qui vont ainsi pouvoir prendre le contrôle des affaires. L'envoyé de Salan, le colonel Thomazo va ensuite arriver depuis Alger pour occuper la fonction de gouverneur civil et militaire de la Corse.

Dans la soirée du 25 mai, lorsque le ministre de l'Intérieur Jules Moch présente son plan de reconquête de l'île de Beauté, ses collègues refusent de le suivre. Dans la nuit du 26 au 27 mai, Pflimlin et de Gaulle se rencontrent secrètement dans le parc de Saint-Cloud. L'échange est tendu mais les deux hommes se quittent finalement sans que rien n'ait été décidé. Dès le lendemain pourtant, forçant le destin, de Gaulle annonce publiquement qu'il a entrepris de constituer un gouvernement.

Le 28 mai, face aux pressions du président de la République René Coty, Pierre Pflimlin finit par accepter de donner sa démission. Le 29 mai, le chef de l'Etat envoie un message aux assemblées pour qu'elles donnent l'autorisation au « plus illustre des Français » de pouvoir former un nouveau gouvernement, sans quoi il menace de démissionner à son tour. Dans la nuit du 30 juin au 1er juin, les chambres votent la confiance à de Gaulle par 329 voix contre 224. L'opération « Résurrection » est aussitôt annulée.

Le 15 février 1959, quelques mois après ces événements, le colonel Erouart va accueillir personnellement le chef de l'Etat à Perpignan afin de lui présenter son unité. On ne sait pas ce qu'ils ont pu se dire à cette occasion. Les soldats du 11ème CHOC qu'il avait devant lui ce jour-là étaient bel et bien ceux auxquels ils devaient d'être revenu au pouvoir.

C'est ainsi que le 11ème Choc a participé au retour au pouvoir du Général de Gaulle.

[image/png:image002.png]